

Octobre 2025

Le 20 octobre 2025, aux Canaux, le pôle Ressources politique de la ville recevait Pierre Gilbert, sociologue, enseignant à Paris 8 et auteur de *Quartiers populaires, le mythe du ghetto*.

### Rencontre avec Pierre Gilbert

# Quartiers populaires, le mythe du ghetto

Dans son ouvrage paru en 2024, Pierre Gilbert revient sur les analyses sociologiques et les « faux diagnostics » sur lesquelles se sont appuyées les politiques de la ville depuis 40 ans. Son analyse amène à déconstruire le « mythe du ghetto ».

### Qu'est-ce qui a motivé l'écriture de ce livre ?

**Pierre Gilbert :** Les représentations sur les quartiers populaires sont variées. Des couches de stigmates se sont superposées depuis la dénonciation de la « sarcellite » dans les années 60, à celle des « communautarismes » et plus récemment du « séparatisme ». L'image du ghetto s'est progressivement imposée dans les champs médiatique, politique, scientifique et administratif.

Les mots guident la manière dont on perçoit la réalité. **La notion de « ghetto » est à la fois dénonciatrice et stigmatisante** pour les habitant.e.s des quartiers populaires.

A partir des années 80, la théorie du ghetto sert de cadre aux différentes politiques de la ville qui se fondent sur une représentation spatialisée des problèmes sociaux et vont consacrer des objectifs de « mixité sociale ».

### Votre ouvrage en quelques mots...

C'est un ouvrage de synthèse qui s'adresse à la fois au monde académique, aux étudiants, et à un public plus large, aux acteurs publics et aux habitants. Il poursuit deux objectifs :

- ➔ **Déconstruire l'imaginaire du ghetto ;**
- ➔ **Faire un état des lieux des connaissances sur les quartiers populaires** en présentant des travaux utiles pour déconstruire certaines idées reçues sur les quartiers et approfondir des questions.

**Le premier chapitre** s'intéresse au rôle de l'espace dans la production des inégalités et des groupes sociaux en France. Deux figures sont très présentes dans les enquêtes : celles des **ghettos noirs états-uniens** et celle des **quartiers ouvriers** anciens. Ces deux représentations sont utilisées comme **contre-modèle** et sont très présentes dans la manière de penser les quartiers populaires contemporains et la construction des politiques de la ville.

Le ghetto est un mot « piégé », un mot flou qui recoupe plusieurs représentations, ce qui explique son succès. Il est défendu par certains sociologues minoritaires dans le champ académique, mais qui ont beaucoup de reconnaissance en dehors.

**Les deux chapitres** suivants abordent **les deux piliers sur lesquels reposent la théorie du ghetto** proposée par Didier Lapeyronnie :

- 1- ces quartiers connaîtraient une forme de **relégation radicale, d'enfermement dans le quartier** où ses habitants vivraient contre leur gré et y seraient assignés à résidence.
- 2- cette ségrégation produirait **un « contre-monde »**, c'est-à-dire un monde avec des normes sociales alternatives spécifiques qui se construiraient en réaction aux formes de discriminations subies, avec une culture de rue, un sexisme qui serait extraordinaire, la violence physique, etc. qui caractériseraient la vie dans ces quartiers.

## Le diagnostic posé par Didier Lapeyronnie est-il faux ? Comment changer les regards portés sur les quartiers populaires ?

**Pierre Gilbert :** Quand Didier Lapeyronnie écrit *Le Ghetto urbain*, il répond à Loïc Wacquant qui avait entrepris de réfuter l'idée de ghetto en la mettant à l'épreuve empiriquement. Pour Loïc Wacquant, en France, il n'y a pas de ghettos, il y a une ségrégation socio-économique mais elle ne serait pas raciale. Les discriminations resteraient outre-Atlantique ! Pour Didier Lapeyronnie, une ségrégation ethno-raciale existe, et c'est aussi parce que les populations concernées sont des enfants d'ouvriers et immigrés qu'ils sont discriminés. Cela est plutôt vrai.

- **La mise à l'épreuve du premier pilier : la ségrégation.**

**La ségrégation socio-économique est en augmentation, mais elle concerne le haut des classes sociales.** Les classes populaires sont surreprésentées dans les quartiers populaires, mais tous les habitants n'appartiennent pas à cette même catégorie socio-professionnelle. Des classes sociales intermédiaires et des classes populaires avec des emplois stables sont présentes dans les quartiers. Le taux de chômage est plus élevé, mais la majorité de la population exerce un emploi formel.

**La ségrégation raciale est plus forte que la ségrégation socio-économique.** Les *testings* révèlent en effet des discriminations raciales dans l'accès au logement privé ou social. Le ghetto noir de Chicago des années 30 réunit des dizaines de milliers de noirs américains, avec une ségrégation qui concerne un seul groupe social. En France, le groupe n'est pas homogène et comprend une part importante de ménages non racisés. De plus, les groupes ne peuvent pas être observés de manière statique en raison du *turn over*, de l'appauvrissement et des mobilités des populations. Des personnes parviennent aussi à une forme de stabilité dans les quartiers populaires, s'y installent, y retrouvent un environnement familial et des appuis. C'est également important d'en tenir compte pour mesurer l'idée d'enfermement.

Le premier pilier de l'idée de ghetto ne fonctionne donc pas vraiment.

- **La mise à l'épreuve du second pilier - qui découle du premier pilier : l'idée d'un contre-monde :** La culture de rue, la violence physique, l'activité informelle, etc. renverraient à un groupe spécifique,

très souvent la jeunesse. Or, le problème est la manière dont on en fait une généralité. Pour analyser l'effet de cette méthode, **la théorie de Howard S. Becker sur la forme de synecdoque** - une figure rhétorique à partir de laquelle nous utilisons une partie pour renvoyer à un tout - est éclairante.

Dans l'espace médiatique, on parle souvent des jeunes des quartiers comme s'ils représentaient tout le quartier.

Sur l'idée d'un contre-monde dans les quartiers populaires, nous pouvons interroger par exemple, l'idée répandue qu'il existerait une forme extraordinaire de sexisme dans les quartiers populaires.

**L'enquête VIRAGE (Violences et rapport de genre) de 2016, montre qu'il n'y a pas un groupe social qui échappe au sexisme.** Les femmes de tous les territoires subissent des violences liées au genre. Il n'y a pas de spécificité dans les quartiers populaires.

De la même manière, les enquêtes sur la division du travail domestique montrent que le déséquilibre de genre est transversal aux différents groupes sociaux. Les hommes qui contribuent le moins au travail domestique sont les ouvriers non qualifiés, les cadres du privé et les professions indépendantes et là, nous sommes loin des quartiers populaires ! C'est le problème que permet d'analyser la « synecdoque ».

**La représentation d'un contre-monde radicalement différent contribue à produire les mécanismes classiques du racisme qui s'appuie sur une norme avec d'altérisation et d'infériorisation sociale, et légitime un traitement exceptionnel des habitants de ces quartiers.**

**En prenant un exemple pour monter en généralité, il y a un risque de se tromper** et, c'est l'écueil de la thèse de Didier Lapeyronnie.

L'idée d'un contre-monde a permis de légitimer des modalités de déploiement spécifiques de certaines politiques publiques dans les quartiers populaires.

**Les recherches sur la police** constatent un traitement spécifique dans les quartiers populaires. Les sociologues qui ont travaillé sur les BAC montrent que les formes de contrôle d'identité répétées sont des rites d'humiliation ordinaires.

Dans les quartiers populaires, une augmentation importante du nombre de morts suite à des violences policières est constatée et a provoqué une mobilisation importante des habitants, depuis les années 1980. En 2012, le mandat du Président François Hollande a commencé par la promesse de mettre fin au contrôle au faciès et s'est clôturé par la Loi Cazeneuve sur le refus d'obtempérer lors de contrôles policiers, avec le constat qui a suivi d'une augmentation du nombre de morts lors de contrôles routiers. Dans la plupart des cas, les agents de police n'étaient pas en situation de danger.

**L'évolution des politiques publiques depuis les années 80 n'a fait qu'accentuer la distance entre l'État et les classes populaires des cités.** En ce qui concerne la sécurité, l'organisation s'est éloignée du modèle de police de proximité au profit de groupements qui s'apparentent à des « polices urbaines paramilitaires » (cf. l'analyse de Fabien Jobard et Jacques Maillard dans *Sociologie de la police. Politiques organisations, réformes*, Armand Colin, 2015 et cf. Articles de Sébastien Roché, Paul Le Derff et Simon Varraine, Esprit 2022).

**La Ville de Paris est très volontariste en termes de mixité sociale. A-t-on vraiment besoin de faire de la mixité sociale, si les quartiers ne sont pas si différents des autres ?**

**Pierre Gilbert :** La mixité sociale est une question qui structure l'ensemble des politiques de la ville. Nombre de sociologues en France et à l'international se sont penchés sur cette question : que se passe-t-il quand on met des personnes d'origines sociales différentes dans les mêmes espaces ? Un enfant d'ouvrier et d'immigré a-t-il plus de chance de réussir socialement, d'accéder à un emploi valorisé par exemple, s'il grandit dans un quartier où les gens lui ressemblent ou s'il grandit dans un quartier plus mixte avec des enfants qui ont des origines sociales différentes ?

**Les enquêtes portent sur deux domaines :**

- **A l'école**, les travaux sociologiques aboutissent à une conclusion sur laquelle, les chercheurs sont tous d'accord : **la mixité sociale à l'école produit des effets**

**positifs.** Les recherches y compris à l'international montrent que **la mixité sociale permet d'augmenter le niveau moyen des élèves.**

En France, nous avons un système très ségrégatif dans le public et il l'est de plus en plus en raison de la segmentation entre privé et public. Les écoles privées, auxquelles on demande peu concernant la mixité sociale, accueillent de plus en plus les enfants de classe sociale supérieure. Et, depuis un an, une réforme de l'Éducation nationale sépare les élèves en fonction de leur niveau, ce qui agit à l'encontre de l'objectif de mixité sociale et du savoir scientifique, puisqu'il s'agit d'un des rares sujets sur lequel il n'y a pas de divergence entre les chercheurs.

- **Sur les effets de quartier**, les chercheurs ont travaillé sur la question : quand on a grandi en quartier populaire a-t-on moins de chance de réussir et d'accéder à l'emploi ?

L'une des théories avancées serait que dans les quartiers populaires, nous aurions moins de modèles de réussite. Or, la seule chose qui est démontrée est qu'il y a des discriminations territoriales à l'embauche. Si vous habitez en Seine-Saint-Denis, vous avez trois fois moins de chance, à critère égal, d'obtenir un emploi.

**A lire**, l'enquête menée à Roubaix par le Collectif Rosa Bonheur, présentée dans [\*La ville vue d'en bas\*](#) qui montre que les personnes interrogées travaillent de manière formelle, s'investissent gratuitement dans des formes de solidarité et valorisent le travail. Cela déconstruit les idées reçues selon laquelle les habitants seraient éloignés de normes sociales et notamment de la valeur travail.

**Les prémisses de la politique de la ville et en particulier de la rénovation urbaine paraissent discutables.**

L'investissement est largement fait en direction d'opérations de démolition-reconstruction, au détriment de financements des collectivités locales et du volet social de la politique de la ville. Or, au regard de l'état des connaissances sur la mixité sociale, il apparaît **urgent de sortir de la pensée proportionnaliste de la répartition des populations sur les territoires**, et notamment dans les quartiers populaires.

**La théorie du ghetto agit finalement contre le logement social.** Dans un contexte de crise du logement croissant, avec de plus en plus de personnes à la rue, la rhétorique proportionnaliste atteint ses limites.

Le Schéma directeur de la Région Ile-De-France a interdit la construction de nouveaux logements sociaux dans les communes qui ont déjà 30 % de logements en loyers PLAI. Dans le cadre des programmes de rénovation urbaine, environ 200 000 logements sociaux essentiellement en PLAI ont été démolis. Ce sont des logements qui majoritairement offrent un niveau de loyer plus bas que ceux (re)construits. Privilégier une politique de peuplement s'est ainsi faite au détriment d'une politique qui fournirait des droits élémentaires à une population et répondrait à leurs besoins urgents en termes de service public. La Seine-Saint-Denis par exemple, est aujourd'hui, toujours considérée comme un désert médical.

### La rénovation urbaine n'a-t-elle pas aussi été un moyen de faire partir une population et d'en faire venir une autre ?

**Pierre Gilbert :** Dans les programmes de rénovation urbaine, l'intention peut être de transformer le peuplement ou d'accélérer la dynamique de gentrification. L'outil de rénovation urbaine est tentant puisqu'il permet de se mettre en scène plus rapidement que quand on travaille le lien social avec les associations et les politiques publiques de droit commun. Le design de cette politique publique de rénovation urbaine est aussi l'un des rares moyen pour les collectivités territoriales d'obtenir des financements.

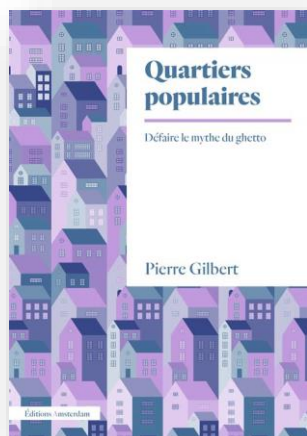
#### En conclusion...

➔ **Le mot ghetto** est un mot fort, un mot piégé qui participe à l'altérisation des habitants des quartiers populaires. Les mots « cité » ou « quartier populaire » sont moins connotés et permettent de rompre avec l'idée d'exceptionnalité et de penser une forme de continuité et des points communs.

➔ **Les théories du ghetto rendent très mal compte de la réalité sociologique des quartiers.**

A l'appui des constats dressés, il apparaît urgent de :

- **Se défaire des théories du ghetto** qui stigmatisent les habitants, entretiennent l'idée d'une forme de « contre-monde » et contribuent à servir prioritairement le volet urbain de la politique de la ville.
- **Sortir d'une pensée « proportionnaliste »** notamment s'agissant du peuplement dans les quartiers populaires – théorie sur laquelle s'appuie la politique de rénovation urbaine qui n'a pas fait ses preuves - pour répondre aux besoins prioritaires des populations en matière de logement et d'accès aux services publics.



#### A lire ou à (re)écouter :

- **Quartiers populaires, le mythe du ghetto** de Pierre Gilbert, est disponible au Pôle Ressources politique de la ville
- **Entretien croisé avec Pierre Gilbert et le collectif Rosa Bonheur**, qui a co-écrit La Ville vue d'en bas, travail et production de l'espace populaire.
- **Tribune de Pierre Gilbert, « Quartiers de demain »** : sortir du mythe du ghetto pour inventer une autre politique, Libération, 20 décembre 2024
- **Entretien croisé aux Journées nationales de l'ANRU**, entre Pierre Gilbert et Mohamed Gnabaly, maire de l'île-Saint-Denis

Pôle Ressources politique de la ville - Direction de la Démocratie, des Citoyen.ne.s et des Territoires – Tél. 01 42 76 80 92